

**Conseil économique et social**

Distr. générale
23 octobre 2008
Français
Original : anglais

**Comité chargé des organisations
non gouvernementales**
Session ordinaire de 2009
19-28 janvier 2009

**Rapports quadriennaux pour la période 2004-2007
présentés par les organisations non gouvernementales
dotées du statut consultatif auprès du Conseil
économique et social par l'intermédiaire du Secrétaire
général en application de la résolution 1996/31***

Note du Secrétaire général

Table des matières

	<i>Page</i>
1. Bischöfliches Hilfswerk Misereor	2
2. Gran Fraternidad Universal	6
3. Association internationale IUS PRIMI VIRI.	10
4. Myochikai (Arigatou Foundation)	13
5. Society of Catholic Medical Missionaries.	17

* Les rapports présentés par les organisations non gouvernementales ne sont pas revus par les services d'édition.



1. Bischöfliches Hilfswerk Misereor

(Statut consultatif spécial accordé en 2004)

I. Introduction

L'organisation Misereor a été fondée en 1958 pour combattre la faim et la maladie dans le monde. En tant qu'agence de développement international de l'Église catholique d'Allemagne, Misereor a pour objectif de promouvoir le développement, de lutter contre la pauvreté dans le monde, de combattre l'injustice, de défendre les pauvres et les persécutés et de contribuer à créer « Un seul monde ». Sa mission est de s'attaquer aux causes de la détresse et de la misère qui, en Asie, en Afrique et en Amérique latine et centrale, sont synonymes de la faim, de la maladie, de la pauvreté et d'autres souffrances. Le respect, la protection et la réalisation de tous les droits de l'homme, aussi bien les droits civils et politiques que les droits économiques, sociaux et culturels, sont ce qui permet à l'homme de vivre dans la dignité, à l'abri de la peur et du besoin. C'est pourquoi Misereor s'est dotée d'une politique des droits de l'homme et axe toute son activité de coopération pour le développement sur les droits de l'homme.

En matière d'assistance, Misereor s'emploie à encourager et à soutenir les initiatives personnelles et à contribuer à améliorer à long terme les conditions de vie des pauvres. Son aide est offerte à toutes les personnes en détresse, quels que soient l'origine ethnique, le sexe, la religion ou la nationalité. Elle n'envoie pas son personnel ou ses agents de développement dans les pays du Sud mais soutient les organisations partenaires locales. Même si elle est la plus importante des organisations non gouvernementales de développement d'Allemagne, Misereor ne limite pas son activité à l'Asie, à l'Afrique et à l'Amérique centrale et latine mais mène aussi des campagnes d'éducation et de sensibilisation sur les questions de développement dans les pays du Nord. Elle appelle l'attention des personnalités politiques et le public allemands sur les conditions de vie des populations pauvres d'Afrique, d'Asie et d'Amérique centrale et latine et leur propose les moyens d'aider concrètement ces populations. Elle diffuse des documents de réflexion auprès des paroisses, des mouvements de solidarité et des groupes militant pour un seul monde et organise des séances d'information spécialisées à l'intention des ministres et des parlementaires allemands, ainsi que des députés européens et des organes intergouvernementaux régionaux et des organismes des Nations Unies. Elle travaille en coopération avec d'autres organisations non gouvernementales et participe à des conférences nationales et internationales et à des tables rondes multipartites.

Le travail de Misereor consiste d'une part, à aider les nécessiteux à vivre dans la dignité et, d'autre part, à s'attaquer aux causes structurelles de la pauvreté et des violations des droits de l'homme.

II. Contribution aux activités des Nations Unies

i) Participation aux travaux du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires et aux conférences et autres réunions des Nations Unies

2005 : Deux représentants de l'organisation ont participé à la soixante et unième session de la Commission des droits de l'homme, tenue à Genève (Suisse) du 14 mars au 22 avril 2005, et une organisation népalaise, partenaire de longue date de Misereor, a été accréditée par la Commission. Ils ont plaidé pour la mise en place d'un bureau du Haut-Commissariat aux droits de l'homme au Népal. L'un d'eux est également intervenu sur les responsabilités des entreprises en matière de droits de l'homme. Une organisation brésilienne partenaire a pris part à une réunion organisée en marge de la session par Amnesty International et d'autres sur le même sujet. Avec une autre organisation partenaire des Philippines, elle a fait campagne en faveur de la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées.

2006 : Une organisation népalaise partenaire de longue date de Misereor a été accréditée et a pris part à la soixante-deuxième session de la Commission des droits de l'homme, tenue du 13 au 27 mars à Genève (Suisse). Un membre du personnel du siège de Misereor, à Aachen, a également participé aux travaux de la session et est intervenu sur la question des responsabilités des entreprises en matière de droits de l'homme.

2006 : Un membre du personnel de l'organisation a accompagné deux partenaires zambiens à la trente-sixième session du Comité des droits économiques, sociaux et culturels, tenue du 25 avril au 6 mai 2006 à Genève (Suisse), où ils ont présenté un rapport non officiel sur la Zambie. Ils ont organisé des réunions de lobbying avec des représentants de gouvernements, de l'Organisation internationale du Travail et de l'Organisation mondiale de la Santé. Les recommandations du Comité ont été par la suite mises en application par les organisations partenaires zambiennes.

2007 : Un représentant de l'organisation a participé à la cinquième session du Conseil des droits de l'homme, tenue du 11 au 18 juin. Il a suivi les nouvelles modalités de travail du Conseil, est intervenu sur les questions du maintien des procédures spéciales fortes et des responsabilités des entreprises en matière de droits de l'homme et a pris part à une réunion organisée en marge de la session sur cette question.

2007 : À la trente-neuvième session du Comité des droits économiques, sociaux et culturels, tenue du 5 au 23 novembre à Genève (Suisse) :

a) Un représentant de l'organisation a accompagné et soutenu des organisations partenaires qui ont présenté un rapport officiel sur les violations des droits de l'homme en Colombie du Pacifique au cours d'une réunion organisée en marge de la session. Des réunions de lobbying ont été organisées avec l'Organisation internationale du Travail, entre autres;

b) Deux autres représentants de l'organisation ont participé à la session du Comité et soutenu des organisations partenaires qui ont présenté un rapport officiel sur les violations des droits de l'homme au Paraguay, décrivant la pollution aux pesticides de petites exploitations agricoles et d'agglomérations

autochtones dans 10 États du Paraguay. Ils ont organisé des réunions de lobbying avec l'Organisation internationale du Travail et l'Organisation mondiale de la Santé, entre autres.

2007 : À la réunion du Groupe de travail sur l'accès aux ressources génétiques et le partage des avantages de la Convention sur la diversité biologique, tenue du 8 au 12 octobre à Montréal (Canada), le représentant de l'organisation a assisté aux négociations, fait campagne auprès des représentants européens et aidé à l'organisation d'une réunion parallèle.

2007 : À la treizième Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques, tenue du 3 au 14 décembre à Bali (Indonésie), le représentant de l'organisation, qui plaidait pour une justice climatique, a aidé à l'organisation d'une réunion parallèle sur cette question. Il a également participé aux réunions du Réseau d'Action Climat. Il a recouru aux médias pour sensibiliser le public allemand à la nécessité d'adopter des mesures concrètes pour arrêter les changements climatiques.

ii) Coopération avec des organes des Nations Unies et des institutions spécialisées sur le terrain et au Siège

Un représentant de l'organisation a participé à la cinquante-huitième Conférence annuelle du Département de l'information pour les organisations non gouvernementales, tenue au Siège de l'ONU, à New York, du 7 au 9 septembre 2005.

Pendant la période considérée, l'organisation a coopéré avec un certain nombre de procédures spéciales du Conseil des droits de l'homme, anciennement Commission des droits de l'homme. Elle a noué de bonnes relations de travail avec l'ancien Rapporteur spécial sur le logement convenable. Elle a prêté un appui financier à des organisations partenaires pour leur permettre de participer à la consultation régionale tenue par le Représentant spécial chargé de la question des droits de l'homme et des sociétés transnationales et autres entreprises à Johannesburg (Afrique du Sud) les 27 et 28 mars 2006. Lors de sa mission aux Philippines du 12 au 21 février 2007, le Rapporteur spécial sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires a été soutenu par une organisation partenaire locale de Misereor. Misereor a aidé une organisation philippine partenaire à participer à la cinquante et unième session de la Commission de la condition de la femme, tenue du 26 février au 9 mars 2007 au Siège de l'ONU à New York.

iii) Initiatives prises par l'organisation pour appuyer les objectifs de développement convenus sur le plan international, notamment les objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation a contribué à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement dans quatre régions : Amérique centrale, Amérique du Sud, Afrique et Asie. Ainsi en 2007, elle a financé 287 projets relatifs à l'accès à l'emploi, à l'amélioration des conditions de travail, à l'agriculture et au droit à l'alimentation, d'un montant de 31,4 millions d'euros; 232 projets relatifs à l'enseignement (primaire, secondaire et professionnel) et la culture, d'un montant de 20,7 millions d'euros; 127 projets sanitaires d'un montant de 10,9 millions d'euros et 86 projets relatifs aux conditions de vie et à l'environnement, d'un montant de 10,5 millions d'euros. Le plus grand nombre de projets que Misereor a financés (467, pour un montant de 48 millions d'euros) portaient sur le cadre social de la pauvreté et les

droits de l'homme. Pendant la période considérée, l'organisation n'a jamais manqué de fêter, le 1^{er} décembre de chaque année, la Journée mondiale de la lutte contre le sida, en publiant des communiqués de presse, en organisant des spectacles dans les écoles et des séances de lecture publique à Aachen (Allemagne). En 2007, elle a lancé un projet triennal visant à lutter contre les effets préjudiciables des changements climatiques dans le monde du Sud. On peut dire à juste titre que, durant la période considérée, l'organisation a beaucoup fait pour la promotion de tous les objectifs du Millénaire pour le développement.

2. Gran Fraternidad Universal

(Statut consultatif spécial, 2000)

I. Introduction

La Gran Fraternidad Universal (GFU), encore dénommée « Universal Great Brotherhood » et « Fondation Serge Raynaud de la Ferrière », est une organisation internationale sans but lucratif qui vise avant tout à susciter une culture de paix. Depuis 1948, elle œuvre pour le développement humain dans plusieurs domaines (éducation, santé, culture, droits de l'homme, nutrition, environnement, égalité des sexes, science, tolérance, etc.) par des séminaires, ateliers, rencontres, organes de presse, etc. Apolitique et laïque, elle opère dans 23 pays d'Amérique du Nord, des Caraïbes, d'Amérique du Sud, d'Europe et d'Australie.

II. Contribution de l'organisation aux travaux de l'Organisation des Nations Unies

Lors du quadriennat 2004-2007, l'organisation a continué ses travaux en fonction des buts et objectifs des Nations Unies pour le Millénaire. En ces quatre années, nos activités ont été surtout axées sur la protection de la planète et la réduction de la pauvreté; le nombre considérable de leurs bénéficiaires s'est encore accru et elles ont pris une grande extension dans le domaine du développement social et culturel.

i) Participation aux travaux du Conseil économique et social et de ses organismes subsidiaires ou aux grandes conférences et autres réunions de l'Organisation des Nations Unies

En quête d'informations à diffuser chez ses membres dans les 23 pays où elle est représentée, les représentants de la GFU ont assisté et se sont manifestés aux réunions et conférences suivantes : i) Commission du développement social, quarante-cinquième session, 7-16 février 2007, New York : « Promotion du plein-emploi et d'un travail décent pour tous ». Cette conférence a montré la nécessité du dialogue, de l'intégration et de l'esprit de coopération à tous les niveaux pour améliorer la qualité des services que rend notre organisation; ii) Commission du développement social, quarante-quatrième session, 8-17 février 2006, New York : « Examen de la première Décennie des Nations Unies pour l'élimination de la pauvreté »; à la suite de cette conférence, les services éducatifs, sanitaires et nutritionnels rendus par nos membres aux groupes les plus nécessiteux ont été améliorés; iii) Commission du développement social, quarante-troisième session, 9-18 février 2005, New York : « Examen décennal de la mise en œuvre de la Déclaration et du Programme d'action de Copenhague et des documents issus de la vingt-quatrième session extraordinaire de l'Assemblée générale ». Cette conférence a fait mieux comprendre qu'il fallait d'urgence admettre plus de jeunes dans notre organisation afin de leur donner plus de possibilités de participer aux activités sociales. Nous préparons actuellement la prochaine réunion internationale des enfants et des jeunes pour la paix, qui aura lieu au Mexique en septembre 2009; iv) Commission du développement social, quarante-deuxième session, 4-13 février 2004, New York : « Composition du Bureau de la quarante-deuxième session de la

Commission du développement social en 2004 »; v) soixantième Conférence annuelle du Département de l'information pour les ONG : « Le changement climatique : en quoi il nous concerne tous », 5-7 septembre 2007. Nous comprenons mieux qu'il est impératif de protéger l'environnement et avons mis en œuvre des plans d'action à cet effet; vi) cinquante-neuvième Conférence annuelle du Département de l'information pour les ONG : « Forger des partenariats efficaces au service de la sécurité humaine et du développement durable : une tâche inachevée », 6-8 février 2006; vii) cinquante-huitième Conférence annuelle du Département de l'information pour les ONG : « Notre défi : des voix pour la paix, la conclusion de partenariats et le renouveau », 7-9 septembre 2005; viii) cinquante-septième Conférence annuelle du Département de l'information pour les ONG : « Objectifs du Millénaire pour le développement : la société civile agit », 8-10 septembre 2004; ix) les cinquante-neuvième, cinquante-huitième et cinquante-septième Conférences ont permis à notre organisation de faire connaître ses grands principes de tolérance, de vérité et de paix, fondés sur la compassion, la sagesse et la concorde universelle, assise de la réalisation des OMD. La quarante-huitième session de la Commission de la condition de la femme (1^{er}-12 mars 2004, Siège des Nations Unies à New York) nous a aidés à encourager notre organisation à continuer d'œuvrer dans un des domaines du programme « Vivre est une science : la cellule familiale » où les femmes jouent un rôle important.

ii) Coopération avec les organismes des Nations Unies et les institutions spécialisées sur le terrain ou au Siège

i) » Une humanité nouvelle avance vers la paix », réunion internationale d'enfants et de jeunes organisée et coordonnée par la GFU, au moyen d'échanges culturels, d'expositions, d'ateliers, d'études interreligieuses, etc., s'est tenue du 1^{er} au 23 septembre 2006 à Herrera (Espagne) avec la participation de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO); ii) » Créer une mentalité pacifique », conférence tenue le 21 septembre 2006 à Porto Alegre, au Brésil, avec le concours de l'Organisation des Nations Unies, pour célébrer la Journée internationale de la paix. Les experts de notre organisation y ont exposé les bienfaits psychologiques et physiologiques de la pratique délassante du yoga.

iii) Initiatives prises par l'organisation à l'appui des objectifs de développement convenus sur le plan international, y compris ceux du Millénaire (OMD)

a) Activités conformes aux OMD réalisées de 2004 à 2007

L'organisation a mis au point plusieurs programmes, activités et services dans les pays où elle est représentée (les chiffres qui suivent indiquent le nombre de leurs bénéficiaires).

Objectif 1 – Éliminer l'extrême pauvreté et la faim : Nombre d'enfants nourris et vêtus : 6 391; conseils et formation en nutrition : 2 040; offrandes pour les nouveau-nés : 488; personnes âgées nourries, assistées médicalement et rééduquées : 3 761; déjeuners hebdomadaires pour enfants et adultes : 1 240.

Objectif 2 – Assurer l'éducation primaire pour tous : Classes élémentaires gratuites : 2 250; exercices psychophysiques : 830; ateliers et expositions d'art : 1 025; trousse de fournitures scolaires fournies : 1 285; enseignants formés : 1 550; vidéos culturelles : 350.

Objectif 3 – Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes : Exercices psychophysiques et yoga pour elles : 51 628; médecine préventive et « vivre est une science » pour les femmes : 240; activités culturelles et éducatives à l'occasion de la Journée internationale des femmes et de la paix : 400; formation intégrale aux activités culturelles (art, artisanat, musique, danse, théâtre, langues et arts martiaux) : 800; école des parents : 377; ateliers sur la cuisine végétarienne, la formation de coopératives et la petite entreprise : 902; classes pour femmes visant leur mieux être physique et psychologique intégral : 30; conférences sur les rapports entre hommes et femmes : 1 200.

Objectif 4 – Réduire la mortalité des enfants de moins de 5 ans : Éducation sanitaire prénatale et familiale : 187; consultations médicales et nutritionnelles : 790; ateliers sur l'intervention précoce, la nutrition des nourrissons et l'accouchement naturel : 960.

Objectif 5 – Améliorer la santé maternelle : Vivre est une science : conférences sur la santé et l'éducation familiales : 30; orientation psychologique des femmes par des exercices psychophysiques : 2 843; cours et ateliers de nutrition et de diététique, thérapies parallèles (homéopathie, massages, réflexologie, etc.) : 720; consultations médicales : 500; traitements pour l'intervention précoce avant et après l'accouchement et pour l'allaitement : 600; préparation des femmes à l'accouchement par les techniques du yoga : conseils en fertilité, en allaitement et en éducation des enfants de la naissance à la puberté : 200.

Objectif 6 – Combattre le VIH/sida, le paludisme et d'autres maladies : Conférences sur la médecine préventive et les relations saines avec un partenaire affectueux : 720; ateliers sur la prévention des maladies sexuellement transmissibles et la responsabilité sexuelle dans les quartiers défavorisés : 350; consultations médicales : 540; programme pilote sur le VIH et les hépatites B et C traités par des thérapies parallèles : plantes thérapeutiques, vitamines, et techniques de détente et amour-propre par l'usage du yoga : 10; traitement de la fibromyalgie par les thérapies herbales et la psychothérapie fondées sur les techniques du yoga : 20; programmes alimentaires et de santé et de soins préventifs pour les sans-logis : 400; entretiens, conférences et ateliers hebdomadaires sur la vie saine et l'épanouissement physique, affectif et spirituel : 3 000; exercices psychophysiques et yoga : 74 540; exercices psychophysiques pour les personnes âgées : 90; exercices psychophysiques pour les malades psychiatriques : 30.

Objectif 7 – Assurer un environnement durable : Promenades et randonnées destinées à promouvoir la protection de l'environnement et la paix, avec conférences et vidéos : 1 323; ateliers mensuels sur l'écologie pratique : 650; andinisme (excursions) pour études écologiques, géologiques et climatiques : 180; plantation de 8 500 arbres en El Salvador et en Australie au bénéfice de centaines de ruraux; ateliers pour enfants consacrés à la protection de l'environnement, au recyclage et aux techniques de conservation de l'énergie : 600.

Activités d'appui aux principes mondiaux : i) Journée internationale des femmes : Medellin (Colombie) et Lima, 8 mars 2006 et 2007, au siège de la GFU : concerts, conférences sur l'égalité des sexes, visites aux détenus. Des centaines de personnes en ont bénéficié; ii) Conférence sur la Journée internationale de la paix : « La paix de chacun sera la paix de tous » au siège de la GFU (Porto Alegre, 23 septembre 2006). « Éducation intégrale pour la paix », forum donné à la Bibliothèque nationale (Caracas, 8 juillet 2005). « Marche pour la paix » (Mexico,

21 septembre 2006). Des centaines de personnes ont bénéficié de ces activités;

iii) Journée internationale de l'environnement : « Écologie et développement humain », forum de l'Universidad Nacional Mayor de San Marcos (Lima, 26-28 mai 2005). « Déserts et désertification », conférence donnée au siège de la GFU (Pérou, 5 mai 2006) par le docteur Homero Silva, consultant en santé environnementale, Organisation panaméricaine de la santé/Organisation mondiale de la Santé (OMS). « Biodiversité », conférence donnée au siège de la GFU (Pérou, 5 juin 2007). Célébration de la Semaine de l'environnement, Universidad Nacional de Ucayali, au Pérou : première réunion régionale sur les sources d'énergie renouvelables, intitulée « L'avenir est aux biocarburants » (12 juin 2006). Marche pour la paix et l'écologie au parc national (Medellin, 22 janvier 2006). Célébration de la semaine de l'environnement au siège de la GFU (Porto Alegre, 6 mars 2006); iv) Journée internationale de l'alphabétisation : « L'alphabétisation doit commencer dès le sein de la mère », conférence donnée au siège de la GFU (Asunción, 8 septembre 2007); v) Journée des volontaires : « Essor spirituel par le service et le volontarisme », séminaire donné au siège de la GFU (Asunción, 5 décembre 2007); vi) Journée mondiale de l'eau : distinction spéciale conférée à Irapuatos, au Mexique, le 26 novembre 2006, par le Conseil hydraulique de l'État à la GFU pour sa participation au projet intitulé « Comités Técnicos del Agua Subterránea » (COTAS) (Comités techniques des eaux souterraines), visant la préservation des eaux. « Préservation de l'eau », conférence donnée à Medellin, en Colombie et à Lima, 22 mars 2007; vii) Journée mondiale des musées : spectacle du groupe de danse artistique de la GFU donné au Musée national d'archéologie et à l'Institut national des affaires culturelles (Lima, 23 mai 2005); viii) Journée internationale de la santé : participation de conférenciers de la GFU au quatrième Congrès mondial de médecine traditionnelle au Centre de recherches en médecine traditionnelle (Lima, 22-24 avril 2005).

3. Association internationale IUS PRIMI VIRI

(Statut spécial octroyé en 2004)

I. Introduction

L'Association a pour principal objectif de coopérer avec les institutions démocratiques à la pleine application de la Déclaration universelle des droits de l'homme par le biais de travaux d'étude et de recherche intégrées pluridisciplinaires, de réunions et conférences et de stages à l'intention d'éducateurs, de fonctionnaires, d'éléments de l'armée, d'agents des forces de l'ordre et d'enseignants. Ses principaux domaines d'intervention sont : la justice, l'éducation, la santé, l'environnement et les fondements de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

L'Association poursuit ses objectifs en organisant des conférences et séminaires, des exposés, des stages de formation et des cours d'enseignement, en coopération avec les grandes universités et institutions internationales italiennes, afin de communiquer une méthode didactique conçue au bout de plus de 20 années d'étude et de recherche par des experts du Centre d'étude sur l'évolution humaine à même d'inculquer des principes abstraits de comportement.

Il avait été décidé en juillet 2007 de modifier les statuts de l'Association pour les rendre plus démocratiques tout en maintenant ses principaux buts et objectifs. Un groupe d'étude d'experts avait été créé à cet effet et les nouveaux statuts avaient été approuvés à la fin d'avril 2008 et officiellement reconnus en mai.

II. Contribution de l'organisation aux travaux de l'Organisation des Nations Unies

S'étant fait octroyer le statut consultatif spécial auprès du Conseil économique et social en juillet 2004, l'Association a nommé des représentants à New York, à Genève et à Vienne afin d'avoir pleinement le droit de participer aux travaux de l'Organisation des Nations Unies.

En 2004 et 2005, les représentants de l'Association internationale IUS PRIMI VIRI ont fait des déclarations écrites et des interventions orales soulignant l'importance de la sensibilisation et de l'enseignement des droits de l'homme et participé aux réunions ci-après : i) première session du Comité préparatoire de la deuxième phase du Sommet mondial sur la société de l'information tenue du 24 au 26 juin 2004 à Yasmine Hammamet (Tunisie); ii) présentation d'une contribution écrite sur les droits de l'enfant lors de la journée de réflexion organisée par le Comité des droits des enfants, le 17 septembre 2004 à Genève (Suisse); iii) présentation de contributions écrites sur une éducation digne de ce nom (An education fit for caring) et sur l'humanisation du travail (Towards the humanization of labour) lors de la troisième session du Groupe de travail intergouvernemental sur l'application effective de la Déclaration et du Programme d'action de Durban, du 11 au 22 octobre 2004 à Genève.

Deuxième session du Comité préparatoire de la deuxième phase du Sommet mondial sur la société de l'information tenue du 17 au 25 février 2005 à Genève :

i) tables rondes organisées en prévision du débat de haut niveau du Conseil économique et social qui s'est déroulé du 16 au 17 mars 2005, à New York; ii) présentation d'une contribution écrite sur les droits de l'homme et les unités génétiques des êtres humains à la soixante et unième session de la Commission des droits de l'homme tenue du 14 mars au 22 avril 2005 à Genève; iii) cinquante-septième session de la Sous-Commission de la promotion et de la protection des droits de l'homme, 25 juillet-12 août 2005 à Genève.

Troisième session du Comité préparatoire de la deuxième phase du Sommet mondial sur la société de l'information tenue en septembre 2005 à Genève; Sommet mondial de Tunis en novembre 2005. Présentation d'une vidéo sur les effets de la télévision sur le cerveau des enfants (« The Effects of TV on the Child's Brain »).

Le travail de sensibilisation à l'importance de l'enseignement des droits de l'homme s'est poursuivi en 2006 avec la Réunion internationale sur le thème de la sensibilisation à la dignité humaine organisée avec succès au Sénat italien à Rome avec le concours de la Commission italienne pour l'UNESCO (Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture) et l'Université Tor Vergata le 23 février 2006, et à laquelle plus de 200 personnes ont participé. La déclaration finale de cette réunion a été présentée le 5 juillet 2006 lors du débat de haut niveau de la session de fond du Conseil économique et social tenu à Genève du 3 au 28 juillet 2006.

Le document intitulé « To educate in childhood to human dignity » (Sensibilisation à l'importance de la dignité humaine) a été présenté au Comité des droits de l'enfant à l'occasion de la journée de réflexion organisée à Genève. Des représentants de l'Association internationale ont participé aux travaux du nouveau Conseil des droits de l'homme basé à Genève, intervenant à chaque fois dans ses débats pour souligner le rôle de l'éducation.

Une délégation de l'Association internationale a assisté à Vienne du 23 au 27 avril 2007 à la seizième session de la Commission de la prévention du crime et de la justice pénale, à l'occasion de laquelle elle est intervenue pour apporter une contribution sous forme écrite et orale. Lors du premier examen ministériel annuel tenu en marge du débat de haut niveau du Conseil économique et social du 2 au 5 juillet 2007, l'Association internationale a présenté une affiche sur le poids de la dignité dans les ressources humaines (« The power of dignity within human resources ») inspirée de la formation organisée ainsi que de l'intervention faite le 22 novembre 2006 à Riana Flaminio, petite municipalité à proximité de Rome, à l'invitation de son maire, à l'intention des agents du conseil municipal et des employés municipaux.

Du 27 au 31 août 2007, des représentants de l'Association internationale ont participé à Genève à la session d'organisation de la Conférence d'examen de Durban sur le racisme prévu en avril 2009 à Genève, en soulignant l'importance de la sensibilisation dans ce domaine.

UNESCO – l'Association, qui a pendant de nombreuses années entretenu des relations informelles avec l'UNESCO, a décidé en 2004 d'officialiser sa coopération avec cette organisation. Depuis lors, elle a participé au siège de l'UNESCO à Paris à la Conférence internationale sur la liberté d'expression dans le cyberspace du 3 au 4 février 2005 et commencé à resserrer ses liens avec la Commission nationale

italienne pour l'UNESCO en organisant avec elle la Conférence internationale sur la sensibilisation à la dignité humaine tenue le 23 février 2006 au Sénat italien.

FAO – L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a également reconnu IUS PRIMI VIRI comme association internationale et l'invite régulièrement à participer et à coopérer à ses travaux. Les représentants de l'Association ont participé, à la demande de la FAO, aux sessions du Groupe de travail intergouvernemental chargé d'élaborer un ensemble de directives volontaires à l'appui de la concrétisation progressive du droit à une alimentation adéquate dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale en mettant l'accent sur le rôle de l'éducation.

Formation : Au cours de la même période, l'Association a continué à organiser des stages de sensibilisation aux droits de l'homme à divers niveaux à l'intention d'enseignants, d'agents des forces de l'ordre, d'éléments des forces armées, d'avocats et de fonctionnaires.

Les activités de l'Association auraient pu être plus intenses n'eurent été les difficultés financières auxquelles elle se heurte en tant qu'organisation à but non lucratif et qui entravent ses travaux et surtout sa participation aux activités de l'ONU. Elle espère toutefois que les récents changements survenus en son sein lui permettront de mieux y participer et contribuer, afin d'aider à édifier un monde meilleur pour tous.

4. Myochikai (Arigatou Foundation)

(Consultatif spécial accordé en 2004)

I. Introduction

i) Buts et objectifs de Myochikai (Arigatou Foundation) et principales activités

Myochikai (Arigatou Foundation) est une organisation non gouvernementale internationale qui s'emploie à promouvoir le bien-être et les droits des enfants ainsi que la culture de la paix, à la faveur d'un dialogue interreligieux et d'une action concertée. Elle a mis en place un programme pour l'application de la Convention relative aux droits de l'enfant, qui repose sur des valeurs, en lançant des initiatives d'inspiration religieuse qui appuient les engagements pris par l'ONU pour faire respecter ces droits et atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement. En coopération avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance elle a créé, en mai 2000, le Réseau mondial des religions pour l'enfance, seule organisation interconfessionnelle composée de dirigeants religieux et d'organisations de développement qui se consacrent exclusivement aux droits de l'enfant. Elle mène aussi des activités de sensibilisation à ces droits et participe activement à diverses initiatives de l'ONU, assurant notamment la présidence du Groupe des ONG pour la Convention relative aux droits de l'enfant.

ii) Changements qui ont eu un impact appréciable sur l'organisation

a) Pendant la période considérée, sans se détourner de ses buts et objectifs, l'organisation a apporté de légères modifications au mandat de son bureau (Genève), qui ont été approuvées en assemblées générales les 10 août 2004, 29 août 2006 et 15 mai 2007, l'accent étant mis sur le respect des droits de l'enfant, la diffusion de l'information émanant de l'ONU, l'appui à l'action menée au niveau régional par le Réseau, l'enseignement de la paix et de la morale et la collaboration menée avec d'autres organisations internationales et ONG dans le domaine des droits de l'enfant. Le bureau a été rebaptisé « Arigatou International » en 2007.

b) Le Réseau a étendu ses activités, en 2007, à une septième région, l'Amérique du Nord.

II. Contribution de l'organisation aux travaux de l'ONU

i) Participation aux travaux du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires et participation aux réunions de l'Organisation des Nations Unies

Au cours de la période considérée, coordonnant l'action du Groupe des ONG pour l'éducation, l'alphabétisation et les médias, et assurant la présidence (2005-2007) du Groupe des ONG pour la Convention relative aux droits de l'enfant, l'organisation s'est employée à :

i) Organiser le Forum sur les droits de l'enfant et contribuer à l'élaboration des ordres du jour et des résolutions touchant à ces droits, au droit à l'éducation et à l'Étude des Nations Unies sur la violence à l'encontre des enfants dans le cadre des

soixantième, soixante et unième et soixante-deuxième sessions de la Commission des droits de l'homme, qui se sont tenues à Genève, respectivement du 15 mars au 23 avril 2004, du 14 mars au 22 avril 2005 et du 13 mars au 21 avril 2006, ainsi que des première à sixième sessions du Conseil des droits de l'homme, qui se sont tenues à Genève, respectivement du 19 au 30 juin 2006, du 18 septembre au 6 octobre 2006, du 27 novembre au 8 décembre 2006, du 12 au 30 mars 2007, du 11 au 18 juin 2007 et du 10 au 18 septembre 2007;

ii) Organiser une réunion avec les membres du Comité, à l'occasion de la trente-septième session du Comité des droits de l'enfant (13 septembre-8 octobre 2004), pour débattre de l'application de la Convention relative aux droits de l'enfant. Cette initiative a débouché sur la tenue de réunions annuelles avec le Comité et le Groupe des ONG qui s'occupe de cette Convention;

Les représentants de l'organisation ont également mené les activités suivantes :

iii) Interventions orales à l'occasion des journées de débat général du Comité des droits de l'enfant, qui se sont tenues à Genève sur les thèmes suivants : « Mise en œuvre des droits de l'enfant dans la petite enfance » (17 septembre 2004 à la quarante-troisième session); « Enfants privés de soins parentaux » (15 septembre 2005 à la quarante-quatrième session); « Le droit de l'enfant d'être entendu » (16 septembre 2006 à la quarante-cinquième session); « Allocation de ressources à la défense des droits de l'enfant » (21 septembre 2007 à la quarante-sixième session);

iv) Participation à la troisième et dernière réunion préparatoire de la deuxième phase du Sommet mondial sur la société de l'information qui s'est tenu à Genève du 19 au 30 septembre 2005, et cosignataire d'une déclaration commune présentée lors du Sommet pendant la phase de Tunis;

v) Participation à la soixantième Conférence annuelle du Département de l'information pour les ONG, qui s'est tenue à New York du 5 au 7 septembre 2007 sur le thème « Les changements climatiques : nous sommes tous concernés »;

vi) Participation au Dialogue de haut niveau sur l'entente et la coopération entre les religions et les cultures au service de la paix, qui s'est tenu le 4 octobre 2007 au Siège de l'ONU à New York;

vii) Rencontre, le 3 octobre 2007, avec le Secrétaire général et la Vice-Secrétaire générale de l'ONU, pour rendre compte des progrès accomplis dans le cadre de l'initiative sur l'enseignement de la morale, qui avait été annoncée oralement en mai 2002 pendant la session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée aux enfants.

ii) Coopération avec les organismes et institutions spécialisées des Nations Unies au Siège et sur le terrain

L'organisation exécute une grande partie de ses programmes mondiaux en étroite collaboration avec l'UNICEF, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) et d'autres organismes des Nations Unies. Ses principaux programmes visent à : apporter une aide directe aux enfants se trouvant dans une situation difficile; amener diverses communautés confessionnelles à défendre ensemble les droits de l'enfant; élaborer, sous l'égide de

l'UNICEF et de l'UNESCO, un programme d'enseignement de la morale dans un cadre œcuménique et multiculturel. L'organisation finance les initiatives régionales que les membres du Réseau mondial prennent en faveur des enfants en Afrique, en Amérique du Nord, en Amérique latine, en Asie centrale, en Asie du Sud, dans les États arabes, en Europe et en Israël. Comme elle l'avait déjà annoncé en 2002 pendant la session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée aux enfants, elle finance le Conseil œcuménique spécialisé dans l'enseignement de la morale aux enfants, qui compte parmi ses membres de hauts fonctionnaires de l'UNICEF.

Au cours de la période considérée, l'organisation a : i) signé avec l'UNICEF un accord de coopération au titre des programmes (19 mai 2004), et lancé un projet d'études conjoint sur le thème des enfants et des religions du monde (en 2007, trois réunions avaient été organisées avec des théologiens); ii) coopéré étroitement, de 2005 à 2007, avec l'UNICEF et l'UNESCO pour élaborer, expérimenter sur le terrain, traduire en trois langues et lancer, à l'échelon mondial, le projet intitulé *Apprendre à vivre ensemble : un programme interculturel et interreligieux propre à développer le sens de la morale chez les enfants*; iii) reçu, en juillet 2007, le statut consultatif auprès de l'UNICEF.

Les représentants de l'organisation ont également mené les activités suivantes : i) déclaration orale à la Conférence sur la coopération œcuménique pour la paix sur le thème « Améliorer le dialogue et la coopération entre les religions pour bâtir la paix au XXI^e siècle » organisée par le Comité des ONG confessionnelles à l'ONU, l'UNESCO, le Département des affaires économiques et sociales, la Banque mondiale et d'autres entités (le 22 juin 2005 à New York); ii) présentation à l'UNICEF – Conférence des religions pour la paix sur le thème « Mobiliser les religions pour lutter contre la violence à l'encontre des enfants », qui s'est tenue à Tolède (Espagne) du 9 au 11 mai 2006 (l'organisation est également membre du Conseil consultatif qui s'occupe de l'élaboration du matériel didactique); iii) présentation à une manifestation parallèle organisée par le Fonds des Nations Unies pour la population sur le thème « L'éducation interconfessionnelle pour les enfants et les jeunes », qui s'est tenue, le 28 juin 2007, au Siège de l'ONU à New York; iv) organisation d'une manifestation parallèle, le 12 décembre 2007, sur l'éducation de qualité et l'enseignement de la morale, en coopération avec l'UNESCO et l'UNICEF, à l'occasion du débat plénier commémoratif de haut niveau sur la suite à donner aux textes issus de la session extraordinaire consacrée aux enfants (11 et 12 décembre 2007 à New York).

iii) Initiatives prises pour appuyer les objectifs de développement convenus au niveau international, notamment les objectifs du Millénaire pour le développement

Outre les contributions concrètes et à court terme qu'elle a apportées à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) et des principaux objectifs du Plan stratégique pluriannuel élaboré à cet égard par l'UNICEF, l'organisation a également mené des opérations stratégiques dans les domaines de l'enseignement et du développement, qui visent à appuyer, dans l'immédiat et à long terme, la réalisation de plusieurs OMD. Ces activités ont été menées en Afrique, en Asie occidentale, en Asie-Pacifique, en Europe et en Amérique latine.

Objectif 1 – Réduire l’extrême pauvreté et la faim : Cible 1c. Réduire de moitié la proportion de la population qui souffre de la faim. **Activités :** i) l’organisation a accordé une aide de 100 000 dollars (dollars des États-Unis) pour acheter et distribuer en Palestine des aliments d’appoint aux enfants souffrant de malnutrition et acquérir 450 paires de lunettes; ii) elle a amené les communautés confessionnelles à lutter ensemble contre la pauvreté, en organisant, sous l’égide du Réseau mondial et à l’intention de 17 626 enfants et de 1 783 adultes, des ateliers, des colloques et d’autres manifestations portant sur les valeurs universelles, telles que la dignité, le respect d’autrui et le sens des responsabilités et du partage.

Objectif 2 – Assurer l’éducation primaire pour tous : Cible 2a. Donner à tous les enfants, garçons et filles, partout dans le monde, les moyens d’achever un cycle complet d’études primaires. **Activités :** i) l’organisation a enseigné aux journalistes radio comment mettre la radio au service de la paix et de l’éducation en milieu rural, ce qui a débouché sur de nouveaux programmes qui ont été écoutés par environ 4 millions d’enfants en Afrique de l’Est et en Afrique australe; ii) elle a fait bénéficier 6 492 enfants, dans six régions du monde, du programme *Apprenons à vivre ensemble*. Ce programme permet non seulement de promouvoir l’éducation pour tous, mais comprend également un volet « Enseignement de qualité », au titre de l’objectif 2, qui consiste à renforcer l’impact de l’éducation universelle dans la perspective de l’OMD 1; iii) elle a alloué une aide de 31 160 dollars au village de Nevé Shalom et Wahat al-Salam, au titre du programme d’enseignement primaire israélo-arabe, bilingue et biculturel; et iv) elle a affecté 10 000 dollars à l’application du programme d’enseignement d’été destiné aux enfants palestiniens.

Objectif 3 – Promouvoir l’égalité des sexes et l’autonomisation des femmes : Cible 3a. Éliminer les disparités entre les sexes dans les enseignements primaire et secondaire d’ici à 2005, si possible, et à tous les niveaux de l’enseignement en 2015 au plus tard. **Activités :** i) au cours de la première année d’application du projet d’éducation des filles lancé au Tadjikistan par l’UNICEF en 2005, l’organisation a facilité le retour de 644 enfants (dont 355 filles) – sur les 2 251 enfants qui avaient déserté l’école – grâce à une aide de 300 000 dollars répartie sur trois ans; ii) elle a fait participer les filles et les garçons, sur un pied d’égalité avec les adultes, au dialogue et à la prise de décisions, dans le cadre de toutes les manifestations organisées par le Réseau mondial.

Objectif 4 – Réduire la mortalité infantile : Cible 4a. : Réduire de deux tiers le taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans. **Activités :** i) l’organisation a offert une aide d’urgence d’un montant de 493 646 dollars – essentiellement par le biais du Comité japonais pour l’UNICEF et du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (bureau du Japon) – son objectif prioritaire étant, pour la République islamique d’Iran, le Soudan, Sumatra, Sri Lanka, l’Inde, le Pakistan et El Salvador, l’augmentation du taux de survie des enfants à la suite d’une catastrophe naturelle.

5. Society of Catholic Medical Missionaries

(Statut consultatif spécial octroyé en 2000)

I. Introduction : présentation et objectifs

La Society of Catholic Medical Missionaries and Associates (également connue sous le nom de Medical Mission Sisters) est membre d'une organisation internationale au sein de laquelle 24 nationalités sont représentées. Les membres sont répartis dans 18 pays sur cinq continents. Ils s'engagent à promouvoir la santé, la guérison et l'intégrité physique en concevant de façon globale des projets locaux de médecine préventive et de développement, complétés par des programmes d'action sanitaire.

Luttant pour l'équité indispensable à la bonne santé de tous les êtres humains, et par solidarité avec les pauvres et les opprimés, les membres de la Society of Catholic Medical Missionaries prennent part à des travaux divers, qu'ils soient menés par les populations locales ou par des organes de décision. Ils collaborent avec des personnes animées du même esprit pour faciliter l'accès aux produits et aux services de base, et pour aider les particuliers et les groupes, surtout les femmes, à exploiter pleinement leurs capacités. L'organisation encourage les initiatives individuelles et collectives destinées à consolider la société civile; elle s'efforce en outre de promouvoir la justice et d'instaurer des changements d'ensemble, de favoriser le développement durable, et de respecter ou de rétablir l'intégrité des écosystèmes de la planète. En 2005, l'organisation a décidé de faire porter son action sur trois domaines précis : la santé, la protection de l'environnement et le développement d'une culture de paix (dialogue interculturel). C'est pourquoi ces représentants sont fortement impliqués dans le financement du développement, la Commission du développement durable, la Commission de la condition de la femme, le Programme commun des Nations Unies sur le VIH et le sida, la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement, les migrations et le développement et la Commission du développement social. Elle a à cet effet nommé un représentant principal, adjoint de trois autres à New York, un à Genève et un à Addis-Abeba. Elle s'est par ailleurs retirée du Brésil et du Malawi et compte actuellement 603 membres.

II. Contributions aux travaux du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires et participation aux autres grandes conférences des Nations Unies

Activités en 2004 : Au cours de l'année, la Society of Catholic Medical Missionaries a participé activement à la quarante-deuxième session de la Commission du développement social tenue à New York du 4 au 13 février; à la quarante-huitième session de la Commission de la condition de la femme tenue du 1^{er} au 12 mars; à la douzième session de la Commission du développement durable tenue du 14 au 30 avril; à la réunion extraordinaire de haut niveau du Conseil économique et social avec les institutions de Bretton Woods et l'Organisation mondiale du commerce tenue le 26 avril. Des comptes rendus détaillés de toutes les grandes manifestations auxquelles elle a participé ont été publiés dans un bulletin d'information de l'organisation et distribués à tous ses membres et partenaires.

L'organisation a cosigné trois déclarations d'ONG, une pour la Commission du développement social sur l'amélioration de l'efficacité du secteur public, une déclaration commune de la société civile sur le Pacte mondial et la responsabilité des entreprises et une déclaration de préoccupation du Groupe de la société civile sur le Conseil consultatif sur l'eau et l'assainissement. Elle a présenté d'autres exposés devant d'autres ONG et devant ses membres sur le financement du développement à New York et à Philadelphie et organisé des séances d'information à leur intention.

Activités en 2005 : Les représentants de l'organisation ont participé à la quarante-troisième session de la Commission du développement social tenue à New York du 9 au 18 février; à la réunion intergouvernementale préparatoire à la treizième session de la Commission du développement social tenue du 28 février au 4 mars; à la quarante-neuvième session de la Commission de la condition de la femme tenue du 28 février au 11 mars; à la réunion préparatoire du débat de haut niveau de 2005 du Conseil économique et social tenue du 16 au 17 mars; à la treizième session de la Commission du développement social tenue du 11 au 22 avril; à la réunion extraordinaire de haut niveau du Conseil économique et social avec les institutions de Bretton Woods, l'Organisation mondiale du commerce et la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) le 18 avril. Le représentant principal a participé à la Table ronde B sur les politiques et stratégies. Il est également intervenu lors d'une réunion parallèle intitulée « Towards Prosperity: the need for resource mobilization to achieve the MDGs » (Vers la prospérité : nécessité de mobiliser des ressources pour réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement), tenue le 22 avril; il a également assisté à la séance d'audition organisée par l'Assemblée générale le 23 juin en prévision du Sommet mondial de septembre 2005 et est intervenu sur le financement du développement et l'objectif 8 du Millénaire pour le développement les 23 et 24 juin; il est également intervenu lors d'une réunion consacrée au thème intitulé « From Freedom from Want to Freedom to live in Dignity: The need to achieve the MDGs » (De la liberté de vivre à l'abri du besoin à la liberté de vivre dans la dignité : la nécessité de réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement) et organisée par MDG Global Watch le 23 juin. L'organisation a fait une contribution écrite au rapport du Secrétaire général sur le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée. Elle s'est jointe à l'Association des Nations Unies de l'agglomération de Philadelphie pour célébrer le sixième anniversaire de la création de l'Organisation des Nations Unies et également participé à la manifestation marquant cet événement au Siège à New York. Le représentant principal a également fait un travail de sensibilisation auprès des représentants du Mexique, de la Jamaïque, du Sri Lanka et du Président de l'Union européenne. Dix documents d'ONG établis pour la Commission du développement social et la Commission de la condition de la femme ont été approuvés par l'organisation sur le thème prioritaire. L'organisation a également signé quatre lettres adressées au Secrétaire général et au Président de l'Assemblée générale. Au cours de l'année, elle a présenté 15 exposés sur le financement du développement devant divers groupes. Le représentant de l'organisation à Addis-Abeba a participé au forum sur la paix consacré à la promotion d'une paix durable en Afrique de l'Est, dans la région des Grands lacs et la corne de l'Afrique, du 21 au 23 septembre et son représentant à Genève a participé à l'Assemblée mondiale de la santé tenue du 16 au 24 mai à Genève, en tant qu'observateur du Conseil œcuménique des églises.

Activités en 2006 : Les représentants de l'organisation ont assisté à la quatrième session de la Commission du développement social tenue à New York du 8 au 17 février; à la cinquantième session de la Commission de la condition de la femme tenue du 27 février au 10 mars; à la réunion extraordinaire de haut niveau du Conseil économique et social avec les institutions de Bretton Woods, l'Organisation mondiale du commerce et la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement le 24 avril; et à la seizième session de la Commission du développement durable tenue du 1^{er} au 12 mai. Le représentant principal était l'un des 12 porte-parole de la société civile à avoir assisté à la réunion de haut niveau tenue du 31 mai au 2 juin 2006 sur le sida et consacrée au thème intitulé « Unir le monde contre le sida » où il est intervenu sur le commerce et le VIH. L'organisation a également participé de juillet à août, dans différentes parties de l'Inde, à des activités sur l'ONU, le financement du développement, le VIH/sida et les objectifs du Millénaire pour le développement. Elle a tenu le 27 octobre à Philadelphie, une session sur les migrations et le développement à laquelle étaient présents 12 de ses membres. Une déclaration d'ONG a été présentée sur l'élimination de la pauvreté et le commerce par elle et une autre organisation à la quarante et unième session de la Commission du développement social. Le représentant a assisté avec 98 autres organisations à une réception donnée en l'honneur de M. Kofi Annan. Le représentant a présenté au total 19 exposés devant divers groupes dans les domaines d'action de l'ONU. Le représentant a par ailleurs pris la parole au nom des ONG lors de la séance d'information organisée par le Département de l'information le 23 mars sur le Consensus de Monterrey et le Programme de l'ONU en faveur du développement.

Activités en 2007 : Le représentant a participé à la réunion préparatoire intergouvernementale tenue du 26 février au 2 mars à New York; à l'examen ministériel annuel du Conseil économique et social tenue le 2 avril; à la cinquante et unième session de la Commission de la condition de la femme tenue du 26 février au 9 mars; à la réunion spéciale de haut niveau du Conseil économique et social avec les institutions de Bretton Woods, l'Organisation mondiale du commerce et la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, tenue le 16 avril, et à la quinzième session de la Commission du développement social tenue du 30 avril au 11 mai. Il a également été l'un des porte-parole de la société civile lors du débat informel consacré au Dialogue de haut niveau sur le financement du développement tenu le 24 octobre 2007; a participé à la Table ronde 5 sur la dette extérieure organisée au titre du Dialogue de haut niveau de l'Assemblée générale sur le financement du développement; est intervenu le 23 octobre 2007 lors d'un débat sur le thème intitulé « Toward Accra 2008: Promoting Civil Society participation in Aid Effectiveness » (Vers Accra 2008 : promotion de la participation de la société civile à l'efficacité de l'aide); a pris part au Dialogue de haut niveau et au dialogue informel avec la société civile sur l'entente et la coopération entre les religions et les cultures au service de la paix, tenu du 4 au 5 octobre; a participé à la session plénière commémorative de haut niveau consacrée aux enfants, tenue les 11 et 12 décembre; et a présenté un exposé sur le thème de l'élimination de la pauvreté et de la faim par le biais d'un partenariat mondial pour le développement (Eradication of Poverty and Hunger through Global Partnership for Development) lors du Forum de la société civile tenu à Paramaribo (Suriname) le 2 mai. Le représentant a également animé un débat sur le financement du développement lors du Forum de développement de la société civile de 2007 tenu le 29 juin à Genève. Une séance consacrée à l'action en faveur du financement du développement s'est

tenue en marge du colloque international des femmes au service de la paix à l'Université Barry de Floride aux États-Unis le 14 juillet. Au cours de l'année, l'organisation a signé neuf déclarations d'ONG adressées au Secrétaire général, à la Banque mondiale, et ayant trait au commerce, à la promotion du plein-emploi et à l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes et des filles, et destinées à la Commission du développement social. Deux articles ont été publiés : l'exposé présenté au Suriname sur l'élimination de la faim et de la pauvreté par le biais de l'instauration d'un partenariat pour le développement par *MDG Global Watch*, vol. 2, n° 3, 2007 et « International Trade and Millenium Development Goals » (Commerce international et objectifs du Millénaire pour le développement) dans *MDG Global Watch*, vol. 1 (Automne/hiver, n° 2 de 2006). Un site Web consacré aux activités de l'ONU a été créé à l'adresse ci-après : www.un-mms.org.

Un exposé sur le changement climatique et les objectifs du Millénaire pour le développement a été présenté le 14 septembre 2007 à l'ONU. Des rapports de réunions de l'ONU ont été diffusés dans divers bulletins d'information de l'organisation. Le représentant principal a présidé le Comité des ONG sur le financement du développement pendant quatre ans. Les représentants sont des membres de la Conférence des ONG, des comités sur le financement du développement, de la Commission du développement social et de la Commission de la condition de la femme, qui jouent un rôle agissant dans les domaines du VIH/sida, des migrations et du développement,.

Documents et publications : un article intitulé « Making Water Accessible: Action by Medical Mission Sisters » est paru dans le numéro d'hiver de 2004-2005 de *Weaving the Connections*. Des articles sur les réunions des Nations Unies sont diffusés dans les bulletins d'information internationaux et régionaux de l'organisation : InterContinent : 1; MMS and the United Nations : 25; District Link : 14; Hotline : 38; Justice Jottings : 5; Medical Mission Sisters News : 2.

Initiatives menées en faveur des objectifs du Millénaire pour le développement

Objectif 1 – Éliminer l'extrême pauvreté et la faim : Le 16 octobre 2005, 75 fidèles réunis pour célébrer l'office du dimanche ont entendu un exposé sur les objectifs du Millénaire pour le développement et se sont faits distribuer des brochures. Un représentant de l'organisation a exposé les objectifs du Millénaire pour le développement à un groupe d'une vingtaine de personnes à Philadelphie (États-Unis). L'organisation a tenu, dans le cadre de la Campagne du Millénaire, une manifestation en faveur de la mobilisation contre la faim à Philadelphie le 17 octobre 2007, manifestation à laquelle 77 personnes ont participé. Elle a mis une société de coopérative mixte et des groupes d'auto-assistance au service de 2 000 agriculteurs et assuré, dans le cadre de son programme nutritionnel, un repas quotidien à 3 600 enfants.

Objectif 2 – Assurer l'éducation primaire pour tous : Enseignement de type non scolaire dispensé à 500 enfants; distribution de livres et d'ardoises à 550 enfants. Construction d'une école.

Objectif 3 – Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes : L'organisation a aidé à former une centaine de groupes d'auto-assistance.

Objectif 5 – Améliorer la santé maternelle : fourniture de soins prénatals et postnatals à 12 600 mères et formation de 12 agents sanitaires.

Objectif 6 – Combattre le VIH/sida : Travail de sensibilisation effectué dans les écoles auprès de 2 500 élèves, 240 enseignants et 225 chefs de village. Organisation d'un rassemblement dans le cadre de la sensibilisation aux dangers du sida pour susciter un élan de solidarité avec les personnes infectées par le virus et renforcer les programmes communautaires de lutte contre ce fléau.
